Les enseignant.e.s de SES du lycée

S/C M. le Proviseur,

Destinataires :

M. Chamblay, IA-IPR

M. Montoussé, IG

Objet : Premier bilan concernant les effets de la mise en place de la réforme du lycée sur les SES au lycée

Monsieur,

Nous souhaitons par la présente lettre attirer votre attention sur les conséquences que la récente réforme du lycée a eu sur l’enseignement des SES dans notre lycée.

Depuis la rentrée et la mise en œuvre de la réforme du lycée en classe de seconde et de première, nous nous retrouvons confrontés à un décalage entre les valeurs défendues par le service public d’éducation, notamment celles d’égalité et de continuité du service public, et les injonctions d’accompagnement individualisé des élèves, tant dans leur apprentissage que dans leur choix d’orientation et les moyens concrets dont nous disposons pour les mettre en œuvre. Il est en effet devenu très difficile de transmettre à tou.te.s les élèves qui suivent cet enseignement la démarche des sciences économiques et sociales, l’exigence de rigueur scientifique et des clés pour comprendre le monde économique, social et politique qui les entoure mais aussi de pouvoir accompagner les élèves les plus en difficulté et d’être des interlocuteurs.trices privilégié.e.s pour discuter des questions d’orientation. Cela est à l’origine d’un profond malaise et d’une forme de souffrance au travail liés au sentiment de ne plus avoir les moyens de faire notre travail correctement, et ce malgré toute notre implication et notre dévouement pour nos élèves et pour les valeurs du service public d’éducation.

**Conséquences de la réforme sur la classe de seconde :**

* En classe de seconde, nous sommes confrontés à des effectifs trop importants (entre 31 et 34 élèves par classe) qui nuisent aux conditions d’apprentissage des élèves. Faute de moyens suffisants, les dédoublements obtenus ne l’ont été qu’en réduisant le volume horaire des élèves, ce qui contrevient au principe d’égalité entre elles et eux.
* Malgré l’intégration des SES dans le tronc commun, il nous est impossible de véritablement transmettre un contenu disciplinaire rigoureux en allant au-delà de la simple initiation du fait du très faible volume horaire (une séance hebdomadaire). Or, le programme de première s’appuie ce qui a été vu préalablement en classe de seconde. Malgré notre investissement en classe de seconde et notre attachement à transmettre à la fois du contenu disciplinaire mais aussi la démarche des SES, il nous semble illusoire de considérer que ce qui a été vu en classe de seconde est un acquis pour la classe de première qui ne nécessitera plus d’être réexpliqué.
* De plus, le faible volume horaire ne nous permet pas de connaître les élèves, de créer une relation de confiance avec eux et elles, et de mener un travail d’orientation pourtant nécessaire au vu de l’éventuelle place des SES dans la suite du cursus des élèves.
* Enfin, ce faible volume horaire conduit à une multiplication du nombre de classes prise en charge par chacun.e des enseignants ce qui augmente notre charge de travail et nous empêche très concrètement de pouvoir suivre et accompagner nos élèves.

**Conséquences sur la classe de première :**

* En classe de première, nous avons perdu beaucoup d’heures avec la fin des TPE et de l’AP : 13h hebdomadaires en première. Cette perte d’heures conduit à la fois à une multiplication des classes dans lesquelles nous intervenons mais aussi à une difficulté accrue à transmettre un programme exigeant.

Jusqu’à l’an dernier, nous disposions de trois groupes de première au Lycée Kastler et d’un groupe au LNC à raison de 8h/semaine avec 5h de SES, 1h d’AP dédoublée et 2h de TPE au Lycée Kastler et à raison de 5h30/semaine au LNC avec 4h30 de SES et 1h de TPE. Cette année, nous avons trois groupes de SES en première à raison de 4h/semaine seulement, sans dédoublement, au Lycée Kastler et d’un groupe à raison de 3h30/semaine au LNC. Cela représente donc une perte de 15 heures en première, compensée par 2h en HGGSP donc une perte totale de 13h hebdomadaire.

* Par ailleurs, l’éclatement du groupe classe auquel nous sommes confronté.e.s en première pose de nombreux problèmes. Les groupes de spécialité de SES sont composés d’élèves issus de 7 classes différentes.

-Cet éclatement du groupe classe nuit au travail en équipe en multipliant les interlocuteurs : nous ne sommes plus en mesure de travailler collectivement pour suivre les élèves. Cela pose particulièrement problème pour les élèves les plus en difficulté. Or, si nous avons fait ce métier, ce n’est pas uniquement pour transmettre du contenu disciplinaire mais bien pour accompagner nos élèves avec l’ambition de permettre à tou.te.s de progresser.

- Cela nous empêche de fait d’être professeur.e.s principaux.ales en classe de première et d’assister à l’ensemble des conseils de classes et donc nous exclut en partie du travail sur l’orientation, alors même que les SES sont amenées à être une matière centrale du nouvel examen pour les élèves qui conservent la spécialité.

- Cet éclatement du groupe classe rend également la mise en œuvre de projets pédagogiques en équipe bien plus difficile et pose également un problème organisationnel lors des sorties scolaires et rend impossible l’éventuel rattrapage de cours sur d’autres créneaux.

* Concernant le programme, sa nature encyclopédique et son niveau de difficulté est incompatible avec le nombre d’heures d’enseignement dont nous disposons et l’absence de dédoublements. Aborder l’ensemble du programme ne peut se faire qu’au prix d’un renoncement important en termes de rigueur et d’exigence, à moins de renoncer tout simplement à être compris par l’ensemble des élèves, ce qui est en rupture avec la valeur d’égalité au cœur de notre mission de service public d’éducation.
* Nous constatons déjà que la densité et le niveau de difficulté du programme associé au faible volume horaire et à l’absence de dédoublements conduit à des difficultés accrues pour les élèves peu familiers des questionnements économiques, politiques et sociaux, nombreux dans notre établissement. Il s’agit d’une autre source d’augmentation des inégalités entre élèves.
* De plus, la densité du programme contraint fortement nos choix pédagogiques, réduit la possibilité de mettre les élèves en activité, de répondre à leurs interrogations et de remédier aux difficultés de compréhension. Comment, dans ces conditions, permettre une réelle appropriation des savoirs et de la démarche des SES à l’ensemble des élèves ?
* Par ailleurs, la partie économique du programme nous semble particulièrement problématique d’un point de vue pédagogique.
* Le programme repose sur des connaissances implicites qui ne sont pas maîtrisées par des élèves en début de première. Par exemple, dans le chapitre sur le financement de l’activité économique, les élèves ne sont pas familiers des différents agents économiques et de leur rôle, ni des questions autour de la production (valeur ajoutée, PIB, croissance et fluctuations de l’activité). Comment, dès lors leur permettre de comprendre les enjeux d’une politique de relance budgétaire ?
* D’autre part, aucun des chapitres ne permet de démarrer l’année dans de bonnes conditions : le premier chapitre du programme présente le marché d’une manière technique et désincarnée et n’est pas de nature à soulever des enjeux accessibles aux élèves. Cependant, l’alternative qui serait de commencer le programme par la question du financement est particulièrement ardue au vu des connaissances économiques des élèves en début de première.
* Nous regrettons fortement l’absence de questionnements sur la production qui n’est abordée qu’à travers le regard croisé sur les entreprises. Ainsi, un élève de première peut n’avoir jamais entendu parler en cours de SES de croissance, ou encore de chômage, un thème important pour comprendre le monde économique contemporain. Cela nous semble tout à fait regrettable et frustrant pour les élèves de réserver ces thèmes à la classe de terminale, particulièrement quand l’on sait que des élèves de première abandonneront la spécialité dès la fin de la classe de première.
* Nous regrettons également le fait que ce programme soit très peu problématisé et consiste en un empilement de notions et de mécanismes. Le travail de problématisation sur chacun des thèmes ne peut être réalisé avec un volume horaire aussi faible. Or, renoncer à cet objectif nous semble en contradiction avec l’essence même des SES et avec l’objectif de former les élèves en tant que citoyens.
* D’autre part, transmettre les savoir-faire mathématiques du programme en classe entière à des élèves dont une grande partie a abandonné les mathématiques est devenu très difficile. De même, comment préparer l’ensemble des élèves au grand oral dès la classe de première sans aucun dispositif d’AP ou horaire dédoublé ?
* Concernant les examens, nous nous trouvons dans une situation de très forte incertitude face aux élèves.
* Faut-il les préparer en priorité à l’examen de fin de première qui ne concernera que celles et ceux qui abandonnent la spécialité ou faut-il commencer l’exigeant travail méthodologique sur les épreuves de terminale, comme nous l’avons toujours fait ? Dans ce cas un autre problème se pose : l’absence d’informations concernant les épreuves de terminale. De plus, nous n’avons à ce jour, aucune information sur les attentes concernant l’examen de fin de première et nous craignons l’absence d’attentes harmonisées au niveau national ou à minima inter-académique.
* La nature des épreuves de fin de première pose problème en tant que telle. Demander aux élèves de réaliser un exercice d’analyse de document statistique qui mobilise des connaissances et des savoir-faire en plus d’un raisonnement qui s’appuie sur un dossier documentaire en un temps aussi restreint ne pourra se faire qu’au prix d’un fort relâchement du niveau d’exigence.
* Enfin, le fait que l’épreuve de terminale puisse intervenir si tôt dans l’année, au cours du mois de mars, nous inquiète fortement : comment permettre aux élèves d’être prêt.e.s d’un point de vue méthodologique et scientifique en un temps si restreint ?
* D’autre part, la mise en concurrence des SES et de l’Histoire géographique lors de la création de la spécialité « Histoire, géographie, géopolitique et sciences politiques » et le manque de clarté concernant la place des enseignant.e.s de SES dans cet enseignement a fortement dégradé les relations avec nos collègues d’histoire géographie avec qui nous avions pourtant l’habitude de travailler. Le contenu du programme rend notre intervention dans cet enseignement difficile en classe de première (et encore plus en classe de terminale), alors même que l’enseignement « sciences sociales et politiques » est amené à disparaître en classe de terminale.
* De manière plus générale, si le fait de donner le choix aux élèves de leurs enseignements peut s’entendre, à condition qu’il soit accompagné d’un véritable travail d’éducation au choix pour éviter que les inégalités sociales ne se produisent (ce qui n’est pas le cas à l’heure actuelle), il place les enseignant.e.s dans une situation de mise en concurrence généralisée, ce qui dégrade fortement les relations de travail entre collègues.
* De plus, ce choix conduit à une perte de cohérence des parcours des élèves et à l’abandon d’une troisième culture aux côtés de la culture scientifique et la culture littéraire, orientée autour des sciences sociales. Enfin, cela ne rend plus possible le travail interdisciplinaire avec les collègues de mathématiques et d’histoire géographie.

Pour l’ensemble de ces raisons, nous avons le sentiment d’une profonde dégradation des conditions d’apprentissage des élèves, particulièrement des élèves les plus en difficulté, de nos conditions de travail et d’une perte de sens de notre discipline et de notre profession. Nous espérons que vous entendrez ce malaise et serez en mesure de les relayer auprès du ministère.

Veuillez agréer, Messieurs les Inspecteurs, l’expression de notre plus haute considération.

Les collègues de SES du Lycée , rassemblés le 15.10.2019